

LE DISCOURS DE NOTRE CAMARADE JO SALAMERO LE 31 MAI 1997 À PARIS...

25.000 manifestants pour l'abrogation du Traité de MAASTRICHT

Chers camarades,

Nous en sommes tous convaincus! L'Europe de Maastricht c'est la déréglementation généralisée, le démantèlement des Services Publics, c'est la flexibilité maximum pour obtenir un coût du travail le plus bas possible, tout cela dans le cadre d'une mondialisation contrôlée par le F.M.I, la B.M., l'O.M.C., qui fait de cette construction politique européenne, née, il y a déjà pas mal d'années, avec le Traité de Rome, parachevée avec celui de Maastricht 1, et vraisemblablement, bientôt, avec celui de Maastricht 2.

Avec la Nouvelle Europe...

Par ailleurs, on ne peut nier que, dans l'état actuel des choses, la «*Nouvelle Europe*» ne soit également un élément de l'arsenal de l'impérialisme américain.

Certains voudraient nous faire croire que le problème serait dans l'application des critères de convergences et dans le respect du calendrier pour la mise en place de l'Euro. Il faut être clair: que les critères de convergences économiques soient appliqués strictement, que le calendrier de la monnaie unique soit plus ou moins respecté par rapport aux précisions initiales, ne change rigoureusement rien sur le fond: l'application du Traité implique nécessairement une surexploitation accrue de la classe ouvrière et des paysans. Mais pour garantir cette surexploitation, pour en contrôler l'organisation, il devient nécessaire de mettre en place un état corporatiste, c'est-à-dire un état intégrant les organisations syndicales dont le seul rôle serait d'appliquer les directives décidées par les gouvernements, eux-mêmes aux ordres des marchés financiers.

De ce point de vue, les dispositions du Traité de Maastricht répondent totalement à cette nécessité. Construit autour du principe de subsidiarité, c'est-à-dire d'un principe éminemment totalitaire, l'application du Traité de Maastricht suppose la destruction pure et simple de tout système fondé sur la démocratie de délégation.

Cette raison, à elle seule, devrait être plus que suffisante pour que, pas un syndicaliste normalement constitué, accepte ce traité. Il faut croire que tous les syndicalistes ne sont pas normalement constitués...! puisqu'ils s'en trouvent qui tentent d'engager leurs organisations syndicales dans la voie de l'acceptation de la collaboration, qu'ils qualifient quelquefois de révision... de modification du Traité. La notion de compromis - et les syndicalistes comprendront ce que je vais dire - la notion de compromis, qui peut être juste, par exemple, dans le cadre de la négociation collective - est inapplicable au Traité de Maastricht.

Pas de compromis possible...

Il n'y a pas de compromis possible dans le cadre de ce traité, notamment, entre autres, parce que l'indépendance de classe de nos organisations ne se négocie pas! Accepter d'être associé à la mise en place de la monnaie unique, accepter de participer à un gouvernement qui met en place les mesures destinées à démanteler la démocratie et la laïcité, peut conduire le mouvement ouvrier aux pires catastrophes, comparables à celles que nous avons connues en d'autres temps, par exemple, avec la *Charte du Travail* du gouvernement de Vichy.

Désormais, les syndicalistes devront choisir: ou la *Charte d'Amiens*, ou la *Charte du Travail*, autrement dit: ou l'indépendance et le combat contre l'exploitation, ou la soumission et l'accompagnement, c'est-à-dire la servitude!

Un mot encore, camarades, aujourd'hui est, certes, un grand moment! Que ceux qui nous observent en soient bien convaincus, ce n'est pas terminé! Ce n'est pas un baroud d'honneur! Sur un mot d'ordre précis, sur une orientation claire, dans l'indépendance, nous réunissons des milliers de militants qui, par la pratique de la démocratie ouvrière, par la libre discussion, ont su définir cette orientation claire.

Et c'est peut-être cela le plus important: à titre personnel, certes, mais militants d'organisations politiques, syndicales, laïques, différentes, nous avons réalisé cette manifestation! Nous prendrons d'autres initiatives! Que ceux qui «*analysent*» n'en doutent pas un seul instant: un mouvement s'est mis en marche et il ne s'arrêtera pas, un mouvement qui prolonge celui engagé en nov.déc.1995!

Au-delà du résultat des élections législatives, et quels qu'ils soient, pour la défense de nos garanties, de nos droits, pour nos revendications, pour la démocratie, pour la laïcité, pour l'indépendance de nos organisations, autrement dit, contre le Traité de Maastricht, pour son abrogation, il n'y aura ni trêve, ni repos.

Jo. SALAMERO.
